

Pour Macron, nous ne sommes rien, alors soyons tout !

À la demande du gouvernement, la Cour des comptes vient de publier un rapport qui préconise des mesures de réduction des dépenses publiques : réduction des salaires et des droits des fonctionnaires, augmentation du temps de travail, réduction des aides sociales... Le gouvernement a d'ores et déjà annoncé le gel du point d'indice des fonctionnaires.

Macron tout puissant

Macron, la veille du discours de politique générale du Premier ministre, nous a infligé un discours fleuve d'une heure et demie ponctué de lieux communs... Une heure et demi de baratin, avec cependant un leitmotiv : toujours plus de libéralisme et d'individualisme, toujours moins de protection sociale et de garanties collectives, le tout en se donnant les moyens de passer en force.

La guerre contre nos droits sociaux est déclarée

Lors de son discours de politique générale, Edouard Philippe a été plus concret concernant la politique qu'ils coulaient mettre en place : moins de droits sociaux, moins de services publics, encore et toujours plus de cadeaux fiscaux aux entreprises... Bref le gouvernement nous promet d'accentuer les politiques anti-sociales de ces dernières décennies qui créent toujours plus d'inégalités et d'injustice et qui permet au FN d'être au second tour des présidentielles. Et cette politique sera mise en œuvre par ordonnances donc sans débat, c'est bien par le passage en force que le gouvernement veut gouverner

Agir, ensemble, dès maintenant

Face à ces déclarations de guerre, nous n'avons pas d'autre choix que de nous opposer, nous les opprimés et les exploités, celles et ceux que Macron appellent les « rien ». Mais ces « rien » peuvent se mobiliser, résister, que ce soit dans les initiatives du Front social (dès ce vendredi 14 juillet), avec les collectifs unitaires qui se mettent ici et là en place, autour du nouvel appel unitaire à l'initiative de la Fondation Copernic... Mais, à cette heure, cela reste trop épars, trop fractionné. La journée de grève et de manifestation du mardi 12 septembre à l'initiative de la CGT doit être une première étape pour fédérer toutes les résistances du monde du travail : celles des salariéEs du privé comme celles des agentEs du public, celles des chômeurEs comme celles des retraitéEs, contre l'ensemble de la politique de Macron.

Au-delà, sur l'ensemble des terrains de luttes, se pose la question de faire converger les mobilisations pour que se constitue l'unité des exploités et des opprimés afin de reconstruire un parti pour la transformation révolutionnaire

de la société, et donner corps à un projet de transformation sociale,
d'émancipation.

NPA 65